

"Distingués collègues et autres délégués de la Coopération économique en Asie-Pacifique (CÉAP), je vous souhaite la bienvenue à Vancouver, principal port canadien sur le Pacifique, et à une réunion des plus importantes sur le Cycle d'Uruguay des Négociations commerciales multilatérales."

"Je me dois en premier lieu de souligner l'à-propos de tenir ici cette réunion des pays de la CÉAP pour étudier, dans la conjoncture cruciale où nous nous trouvons, l'état actuel des négociations. Nous nous sommes réunis afin de trouver comment faire progresser de façon significative les questions-clés vers une entente commerciale exhaustive et équilibrée lors de la réunion ministérielle finale du Cycle d'Uruguay en début décembre à Bruxelles."

"Collectivement et individuellement, nos enjeux sont importants dans la réussite du Cycle d'Uruguay. Nous représentons une grande variété de niveaux de développement et d'intérêts économiques et commerciaux; pourtant, plus de la moitié de nos échanges se font entre nous. Ensemble, nos pays comptent pour 60 % du commerce total des participants aux Négociations commerciales multilatérales (NCM)."

"Les événements qui prendront place dans les 90 prochains jours, soit d'ici notre réunion à Bruxelles, auront un effet considérable sur nos économies respectives, sur les échanges commerciaux et sur l'importance de ceux-ci entre nous et avec le reste du monde. Tous doivent s'engager si nous voulons assurer le succès du Cycle. Aucun de nous ne peut se permettre de se cantonner dans l'expectative. Le prix à payer en cas d'échec est élevé : croissance réduite, protectionnisme accru, diminution de la confiance en l'avenir et augmentation des actions unilatérales."

"Le consensus issu des négociations de Genève me porte à croire que la réussite des NCM se mesurera en grande partie en regard des progrès effectués dans trois secteurs généraux :

-D'abord, les nouvelles possibilités de commerce et d'investissement, grâce aux démarches entreprises par chacun de nos pays dans la réduction considérable des mesures de distorsion des échanges en ce qui a trait à l'agriculture, aux produits tropicaux, aux produits dérivés des ressources, aux textiles et au matériel et à l'équipement de haute technologie ainsi que dans l'échange des services.